

Recherche par N° de PA

LT07230106K0007

Recherche par nom

Recherche par N° local

Numéro du permis d'aménager ou de lotir

LT07230106K0007

Ref locale du dossier ADS

5772

Nom du lotissement

RUE VERTE 3

Code INSEE commune

72301

Commune

SAINT MARS SOUS BALLON

Type : activité LOTACTI-habitation LOTHABI
Mixte LOTMIXTE

LOTHABI

NOM BENIFICAIRE

SAINT MARS SOUS BALLON

PRENOM BENEFICIAIRE

CATEGORIE BENEFICIAIRE

COM

DATE DU 1er ACTE AUTORISATION

17/10/2006

N° DE LA DERNIERE MODIF

1

DAACT PARTIELLES

VENTE PAR ANTICIPATION

DAACT GLOBALE

DATE DES CERTIFICATS DE VENTE

12/04/2007

NUMERO	ARRETE	REGLEMENT	REGLEMENT GRAPHIQUE	REPARTITION SHON
T07230106K0007	\\D72-sig\DONNEES\17 lotissements	\\D72-sig\DONNEES\17 lotisseme	\\D72-sig\DONNEES\17 lotisseme	

LT07230106K0007_ARR.pdf

LT07230106K0007_REGL.pdf

LT07230106K0007_GRAPH.pdf

LT07230106K0007_SHON.pdf

COMMENTAIRE

CHAMP TEXTE UTILISATEUR

CHAMP NUMERIQUE UTILISATEUR

DATE NUMERISATION

31/08/2012

DATE DE MISE A JOUR



DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 10/07/2007	Complétée le	N° LT7230106K0007 1
Par : Demeurant à :	COMMUNE DE ST MARS SOUS BALLON 1, rue François Nicolas 72290 ST MARS SOUS BALLON	
Représenté par : Pour : Sur un terrain sis :	Lotissement de 6 lots à usage d'habitation Rue Verte	

Le Maire :

Vu la demande d'autorisation de lotir modificative susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 315-1 et suivants et R 315-1 et suivants,
Vu le plan local d'urbanisme révisé,
Vu l'arrêté municipal en date du 17/10/06 autorisant le lotissement « rue Verte » 3^{ème} tranche,

Considérant que tous les propriétaires ont donné leur accord et qu'ainsi les conditions de l'article L.315.3 du code de l'urbanisme sont remplies,

ARRETE

ARTICLE 1 : Est autorisée la modification de l'accès automobile au lot n° 5.

ARTICLE 2 : Cette modification est autorisée conformément au plan masse annexé au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Les dispositions du précédent arrêté, non contraires à celles du présent acte, demeurent en vigueur.

ARTICLE 4 : le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques aux frais du lotisseur par les soins du notaire chargé de la vente des lots.

Le 9 août 2007
Le maire,

Raymond Stoff

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

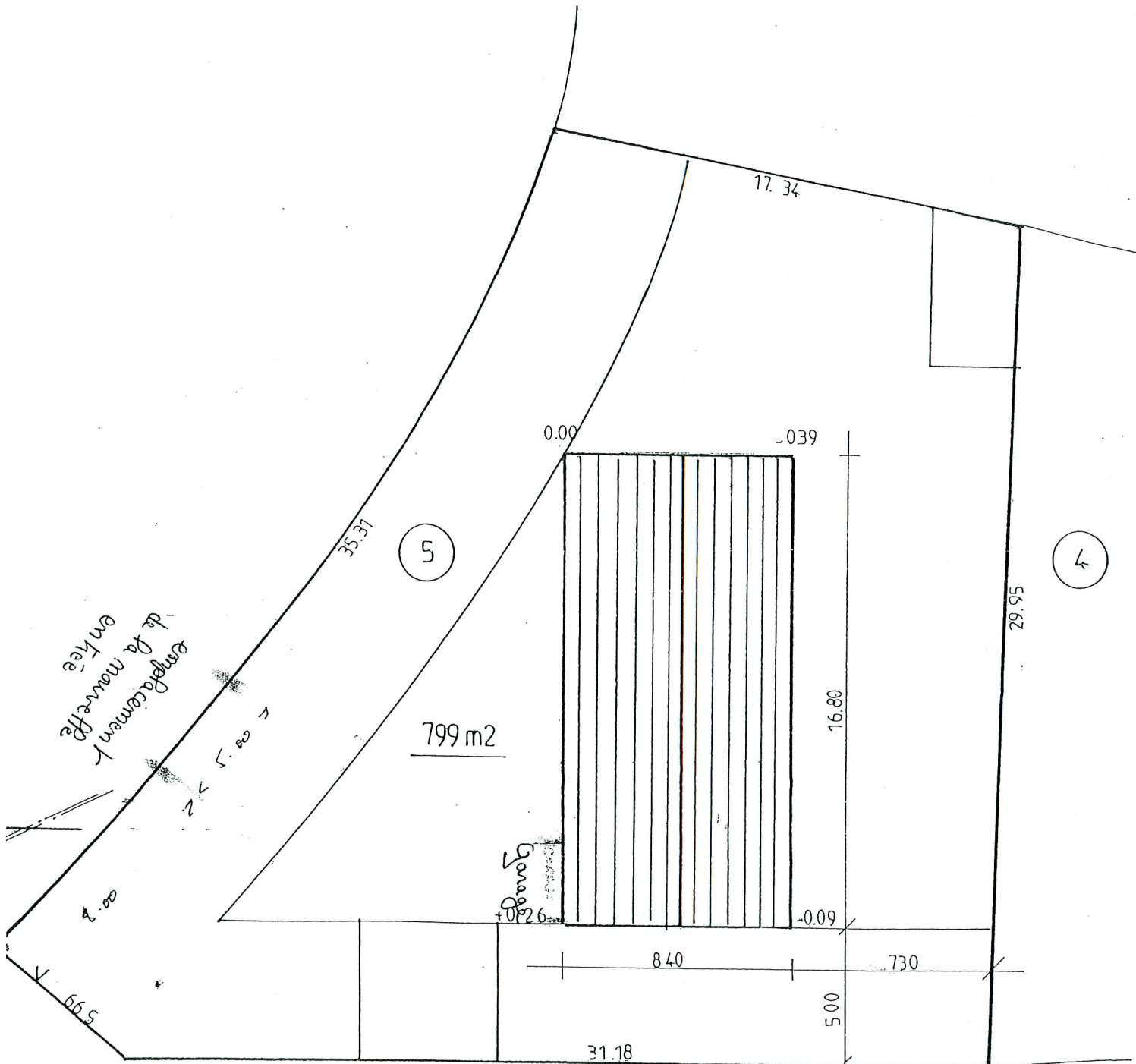
INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **AFFICHAGE** : Mention de l'autorisation de lotir doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

PLAN MASSE

RUE VERTE

72 290 ST MARS SOUS BALLOI



Vu pour être annexé à notre arrêté
en date du 9 août 2007
de Maire,



Raymond Stoff

1/200°

DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION		référence dossier :
Déposée le 30/06/2006	Complétée le	N° LT7230106K0007
Par :	CMNE ST MARS SOUS BALLON	
Demeurant à :	1, rue François Nicolas 72290 ST MARS SOUS BALLON	
Représenté par :		
Pour :	Lotissement de 6 lots à usage d'habitation	
Sur un terrain sis :	Rue Verte	

Le Maire :

Vu la demande d'autorisation de lotir susvisée,
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.315-1 et suivants et R.315-1 et suivants,
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 29/04/1991 et révisé le 07/09/1998,
Vu l'article 13 bis de la loi modifiée du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques,
Vu l'avis de l'architecte des bâtiments de France en date du 13/09/2006, accordant son visa conforme assorti d'une réserve,
Vu l'avis favorable assorti de réserves du service départemental d'incendie et de secours en date du 18/08/2006,
Vu l'avis défavorable de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt en date du 07/09/2006,
Vu l'avis favorable de l'agence VEOLIA en date du 10/08/2006, concernant l'alimentation en eau potable,
Vu l'avis favorable du syndicat intercommunal à vocation multiple en date du 25/09/2006, concernant les dessertes d'assainissement « eaux usées » et d'alimentation en eau potable,

ARRETE

ARTICLE 1 : Est autorisée l'extension du lotissement communal « *Rue Verte* » 3^{ème} tranche, en 6 lots à usage d'habitation sur la commune de SAINT MARS SOUS BALLON, conformément aux documents suivants annexés au présent arrêté :

- Note explicative,
- Programme de travaux,
- Plan des réseaux,
- Schéma type des branchements,
- Règlement du lotissement,
- Plan de composition.

ARTICLE 2 : la surface hors oeuvre nette maximale constructible sur l'ensemble du lotissement est de 2 100m². Conformément à l'article R.315-29-1 du code de l'urbanisme, le lotisseur devra fournir aux attributaires des lots une attestation mentionnant l'indication de la surface hors oeuvre nette (S.H.O.N.) constructible sur le lot, attestation qui devra être jointe à toute demande de permis de construire, en application de l'article R.421-3-5 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : les constructions devront respecter les dispositions d'urbanisme de la zone NAa du plan local d'urbanisme. Outre ces dispositions, les constructions devront se conformer à toutes celles contenues dans les documents annexés au présent arrêté, notamment le plan de composition et le règlement du lotissement complété par la réserve de l'architecte des bâtiments de France dans son avis du 13/09/2006.

ARTICLE 4 : les travaux d'équipement et de viabilité du lotissement définis dans le programme et les plans des travaux annexés au présent arrêté devront être commencés dans un délai de DIX HUIT MOIS à compter de la date du présent arrêté et achevés dans un délai de TROIS ANS. A défaut, le présent arrêté deviendrait caduc.

ARTICLE 5 : les travaux d'équipement et de viabilité seront exécutés **dans le respect des avis susvisés** et en accord avec les services techniques et compagnies concessionnaires intéressés selon les directives que le lotisseur devra solliciter.

ARTICLE 6 : la vente ou la location des lots compris dans le lotissement ne pourra être autorisée avant la délivrance de l'un des certificats prévus à l'article R.315-36 du code de l'urbanisme et mentionnant l'exécution des prescriptions imposées par le présent arrêté.

ARTICLE 7 : le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques aux frais du lotisseur par les soins du notaire chargé de la vente des lots.

Le 17 OCT. 2006

Le maire

Raymond Stouff



Nota bene :

LOI SUR L'EAU :

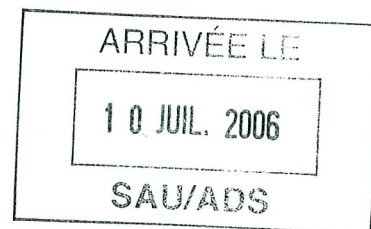
La surface lotie, cumulée aux 1^{ère} et 2^{ème} tranche, étant supérieure à 1 hectare, le projet est soumis à déclaration au titre du code de l'environnement (articles L.214-1 et L.214-6).

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 421-2-4 du Code de l'Urbanisme.
Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.
- **AFFICHAGE** : Mention de l'autorisation de lotir doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par le bénéficiaire dès sa notification et pendant toute la durée du chantier. Elle est également affichée en mairie pendant deux mois.
- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Commune
de
SAINT MARS SOUS BALLON



LOTISSEMENT
COMMUNAL

" Rue Verte 3 "

REGLEMENT

" Vu pour être annexé
à notre arrêté en
date du 17/10/06 "

de Naie,
R. STOUFF



1	NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL	3
1.1	TYPE D'OCCUPATION DES SOLS AUTORISES	3
1.2	TYPE D'OCCUPATION DES SOLS INTERDITS	3
2	CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL	3
2.1	ACCES ET VOIRIE	3
2.2	DESSERTE PAR LES RESEAUX	3
2.2.1	Alimentation en eau potable	3
2.2.2	Assainissement	4
1)	Eaux usées :	4
2)	Eaux pluviales :	4
2.2.3	Réseaux divers	4
2.3	CARACTERISTIQUES DES TERRAINS	4
2.4	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES	4
2.5	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES	4
2.6	IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS SUR UNE MEME PROPRIETE	4
2.7	EMPRISE AU SOL	5
2.8	HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS	5
2.9	ASPECT EXTERIEUR – PROTECTION DES SITES – ASPECT DES CONSTRUCTIONS	5
2.9.1	Constructions	5
2.9.2	Clôtures	6
2.9.3	Stationnement des véhicules	6
2.9.4	Espaces libres et plantations	6
3	POSSIBILITE MAXIMALE D'OCCUPATION DES SOLS	7
3.1	COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS	7
3.2	Dépassement du C.O.S.	7
ANNEXE I : LES DEMANDES D'AUTORISATION EN ESPACES PROTEGES		9
ANNEXE II : STATIONNEMENT EN DEHORS DU DOMAINE PUBLIC		13
ANNEXE III : ESPECES VEGETALES TRADITIONNELLES		14

DISPOSTIONS GENERALES

Le présent règlement a pour but de définir, en application des articles R.315.1 à R.315.31 du code de l'urbanisme, les règles et servitudes d'intérêt général impératives concernant l'implantation, le volume et l'aspect de toutes constructions dans le lotissement ainsi que l'aménagement des abords et clôtures, en vue d'aboutir à l'harmonisation dudit lotissement et de respecter les règles du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 7 septembre 1998.

Le présent règlement est opposable et s'oppose à quiconque détient ou occupe, à quelque titre que ce soit, tout ou partie du lotissement.

Il devra obligatoirement être inséré dans tout acte translatif ou locatif, qu'il s'agisse d'une première vente ou location, de reventes ou de locations successives.

Toutes les constructions devront être conformes aux règlements et prescriptions en vigueur, notamment au PLU, ainsi qu'aux dispositions prévues au présent règlement. Il sera soumis aux formalités de publicité foncière.

1 NATURE DE L'OCCUPATION DU SOL

1.1 TYPE D'OCCUPATION DES SOLS AUTORISES

Le lotissement est destiné à recevoir des maisons individuelles à usage d'habitation en résidence principale ou secondaire, sous forme de constructions isolées réalisées au coup par coup ou sous forme de groupes d'habitation.

L'exercice de professions libérales, commerciales ou de bureaux est autorisé dans les maisons utilisées à titre mixte pour l'habitation et l'exercice de telles professions.

1.2 TYPE D'OCCUPATION DES SOLS INTERDITS

Toutes occupations non définies à l'article 1 et notamment :

- ☐ tous dépôts et établissements artisanaux ou industriels
- ☐ toute ouverture et exploitation des carrières
- ☐ les terrains de camping
- ☐ les dépôts de ferraille, véhicules désaffectés, déchets, matériaux de démolition et le stationnement des caravanes.

2 CONDITIONS D'OCCUPATION DU SOL

2.1 ACCES ET VOIRIE

Le lotissement est desservi par une voie nouvelle de 5 m de large de chaussée

Les accès aux lots dessinés sur le plan de composition sont des accès obligatoires

2.2 DESSERTE PAR LES RESEAUX

2.2.1 Alimentation en eau potable

Le branchement sur le réseau d'eau potable sous pression est obligatoire pour toute construction nouvelle qui requiert une alimentation en eau.

Chaque acquéreur sera responsable du dimensionnement des conduites à l'intérieur de son pavillon.

2.2.2 Assainissement

1) Eaux usées :

Le branchement sur le réseau collectif d'assainissement Eaux Usées est obligatoire pour toute construction et se fera gravitairement.

2) Eaux pluviales :

Les eaux pluviales seront dirigées vers le caniveau pour l'ensemble des lots.

2.2.3 Réseaux divers

Les lignes de télécommunication, de distribution d'énergie électrique et du gaz naturel doivent être installées en souterrain.

Les coffrets EDF et GDF seront posés sur socle sans muret technique, en limite des parcelles.

2.3 CARACTERISTIQUES DES TERRAINS

La division du terrain constituant le lotissement doit donner naissance à 6 lots constructibles indépendants. Il est interdit à un même acquéreur de fusionner plusieurs parcelles.

2.4 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX VOIES

Les constructions nouvelles doivent être implantées à une distance d'au moins 5 mètres de l'alignement.

2.5 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES

Sur une profondeur de 20 mètres, comptée à partir de l'alignement ou de la limite d'emprise qui s'y substitue, toute construction peut-être contiguë à une ou deux limites séparatives.

Lorsque la construction ne jouxte pas une limite séparative, elle doit être implantée par rapport à celle-ci à une distance au moins égale à la moitié de sa hauteur et jamais inférieure à 3 mètres.

Au-delà de la profondeur de 20 mètres, comptée comme indiqué ci-dessus, toute construction doit être implantée par rapport aux limites séparatives à une distance au moins égale à la moitié de sa hauteur et jamais inférieure à 3.00 mètres

Toutefois, une construction peut être implantée en limite séparative :

Si la construction n'excède pas 3 mètres de hauteur à l'égout du toit et 20 m² de superficie.

Ou si elle s'adosse à une construction existante sans excéder de plus de 1 m la hauteur de cette construction.

Lorsqu'il y a une haie existante. Les constructions annexes peuvent se mettre soit en limite séparative, soit à au moins 1 mètre de la limite séparative, à condition que leur superficie n'excède pas 20 m² et que leur hauteur à l'égout du toit n'excède pas 3 mètres.

2.6 IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS SUR UNE MEME PROPRIETE

Deux constructions non contiguës, implantées sur une même unité foncière doivent être à une distance l'une de l'autre au moins égale à la plus grande hauteur des deux constructions sans jamais être inférieure à 4 mètres lorsque l'une des constructions n'est pas à usage d'habitation et à 6 mètres lorsque les deux constructions sont à usage d'habitation.

2.7 EMPRISE AU SOL

L'emprise au sol autorisée des constructions est obtenue par la formule ci-après (E est l'emprise autorisée et T la surface de l'unité foncière).

$$E = 200 \text{ m}^2 + T/3$$

Dans le cas d'un sinistre, la reconstruction est autorisée avec une emprise égale à l'emprise initiale lorsque celle-ci dépasse l'emprise autorisée.

2.8 HAUTEUR DES CONSTRUCTIONS

La hauteur des constructions ne devra pas excéder 4 mètres à l'égout du toit par rapport au sol naturel.

Les combles aménageables sont autorisés.

Les pentes ou rampes d'accès au garage devront être inférieures à 10 %

2.9 ASPECT EXTERIEUR – PROTECTION DES SITES – ASPECT DES CONSTRUCTIONS

2.9.1 Constructions

Les sous-sols sont interdits.

Les constructions par leur architecture, leurs dimensions et leur aspect extérieur ne devront pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales. Le présent lotissement est situé à l'intérieur du périmètre de protection de l'église (500m) et les autorisations de construire sont soumises à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France (voir annexe 1)

Les constructions doivent s'intégrer à leur environnement par :

- ❑ Leur adaptation au sol ne devra pas dépasser de plus de 0.80 mètre du niveau du sol naturel avant travaux et les apports de terre modifiant la topographie initiale du terrain ne sont autorisés que si la pente qui en résulte est inférieure ou égale à 10 % ou sauf s'ils permettent de se mettre au niveau de la voirie ou de terrains voisins.
- ❑ Leurs dimensions et les proportions de leurs volumes. (voir Annexe 1)
- ❑ L'aspect des matériaux. (voir Annexe 1)
- ❑ Le rythme des ouvertures. (voir Annexe 1)
- ❑ L'harmonie des couleurs. (voir Annexe 1)

Toute architecture typique étrangère à la région est interdite.

Chaque ouverture recevra un encadrement en saillie de 16 cm de large de ton pierre.

Les coffres des volets roulants ne seront pas apparents.

Les fenêtres et baies vitrées seront plus hautes que larges. Si une baie doit être plus large que haute, elle sera découpée en éléments respectant la première prescription.

La couverture des constructions à usage d'habitation devra être exécutée en ardoise (taille maximale : 33cm x 23cm), en tuiles plates de terre cuite de teinte nuancée (aspect minimum 18 au m²) ou en un matériau similaire par sa taille, son aspect et sa teinte. En cas d'extension de bâtiments la couverture de l'extension devra être exécutée avec les mêmes matériaux que ceux de la partie existante.

Les châssis de toit seront encastrés et recevront des verres anti-réfléchissants.

Les annexes autorisées (même dissociés) devront s'harmoniser avec l'ensemble du corps du bâtiment principal et être traitées dans des matériaux similaires par leur forme, leur aspect et leur teinte.

Les annexes dissociées de petite taille pourront éventuellement être en bois lisse de couleur naturelle.

L'utilisation de la tôle est interdite (métallique, plastique...).

L'emploi à nu de matériaux destinés à être enduits (parpaings, briques creuses...) est interdit.

Les citernes de gaz devront être enterrées, ou interdites en cas de passage dans l'opération du réseau de gaz de France.

L'emploi de bardage métallique est interdit sur le présent lotissement.

2.9.2 Clôtures

Les clôtures ne sont pas obligatoires.

Les clôtures sur rues pourront être réalisées soit :

↳ Par des haies vives d'essence locale doublées ou non d'un grillage plastifié vert sur poteaux métalliques côté habitation. La hauteur du grillage ne devra pas excéder 1.20 mètre et celle de la haie 1.50 mètre.

↳ Par des murs d'une hauteur de 0.40 mètre à 0.80 mètre maximum surmontés ou non d'une lisse dont la hauteur totale ne devra pas excéder 1.20 mètre. En cas de doublage d'une haie, celle-ci devra être d'essence locale et ne pas excéder 1.50 mètre.

Dans les deux cas, ces hauteurs sont comptées par rapport au niveau du trottoir.

Les clôtures sur les limites séparatives pourront être réalisées par des haies vives adossées ou non à un grillage plastifié vert sur poteau de nature indifférente. La hauteur du grillage ne devra pas excéder 1.20 mètre et celle de la haie 2 mètres. L'axe des plantations constituant la haie sera implanté à 0.50 mètre minimum de la limite séparative.

Nota : l'accès aux compteurs d'énergie, d'eau potable, aux branchements d'assainissement et aux boîtes à courrier doit être laissé libre de façon permanente.

2.9.3 Stationnement des véhicules

Il sera créé deux places de stationnement à l'intérieur de chaque lot (dont au moins une sera intégrée ou accolée au bâtiment principal) : abri couvert, garage, aire extérieure accolée. L'autre, non close, située côté rue sera envisagée suivant les croquis explicatifs joints en annexe 2.

2.9.4 Espaces libres et plantations

Les espaces situés entre les voies de desserte et la façade de la construction seront obligatoirement réservés à des plantations de fleurs, de plantes vivaces d'arbustes et engazonnés.

La culture de jardins potagers est interdite dans ces zones.

A l'intérieur de chaque parcelle devront être plantés 2 arbres de haute tige minimum.

Les végétaux d'une hauteur supérieure à 2 mètres doivent être implantés à au moins 2 mètres de la limite de propriété.

Les haies champêtres existantes et situées en limite de parcelle devront être au maximum sauvegardées.

Que ce soit pour les haies ou pour l'ornementation, les essences des plantations seront choisies dans la liste figurant en annexe 3 ci-jointe.

3 POSSIBILITE MAXIMALE D'OCCUPATION DES SOLS

3.1 COEFFICIENT D'OCCUPATION DES SOLS

Le Coefficient d'occupation du Sol est fixé à :

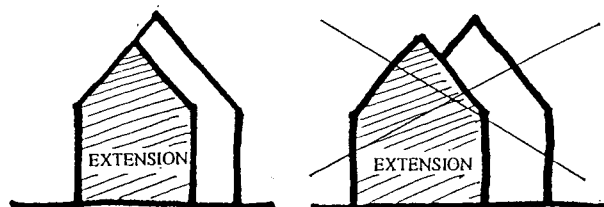
- ◆ 0.50 pour les constructions à usage d'habitation jumelées, en bande ou en grappe,
- ◆ 0.40 pour les autres d'habitations

Les constructions scolaires, sanitaires ou hospitalières et les équipements publics ne sont pas soumis au C.O.S.

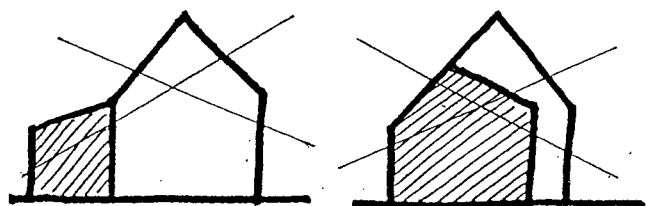
3.2 Dépassement du C.O.S.

Sans objet

Quelques erreurs à éviter au départ



Eviter de croiser des pignons



Eviter des pignons à rallonge
et des cassures de pente

Avoir des pentes parallèles
et des pignons symétriques

Le permis de démolir

Il est exigible dans tous les espaces protégés et concerne toutes les constructions.

Il est conseillé de bien réfléchir avant d'envisager une démolition, un bâtiment ancien de qualité peut toujours servir de base à un projet neuf.

Dans le cas où l'intégration du projet dans son environnement peut s'avérer délicate, il est fortement conseillé de faire appel à un architecte qui pourra proposer des solutions adaptées.

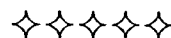
Une aide architecturale est aussi apportée par le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (1 rue de la Mariette – Le Mans) ou l'architecte des petites cités de caractère. L'Architecte des Bâtiments de France et son service peuvent être consultés en amont d'un dépôt officiel, prendre rendez-vous au secrétariat.

SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE DE LA SARTHE

24 place du Cardinal Grente
72000 LE MANS

Téléphone : 02.43.74.02.80

Télécopie : 02.43.74.02.89



LES DEMANDES D'AUTORISATION EN ESPACES PROTEGES

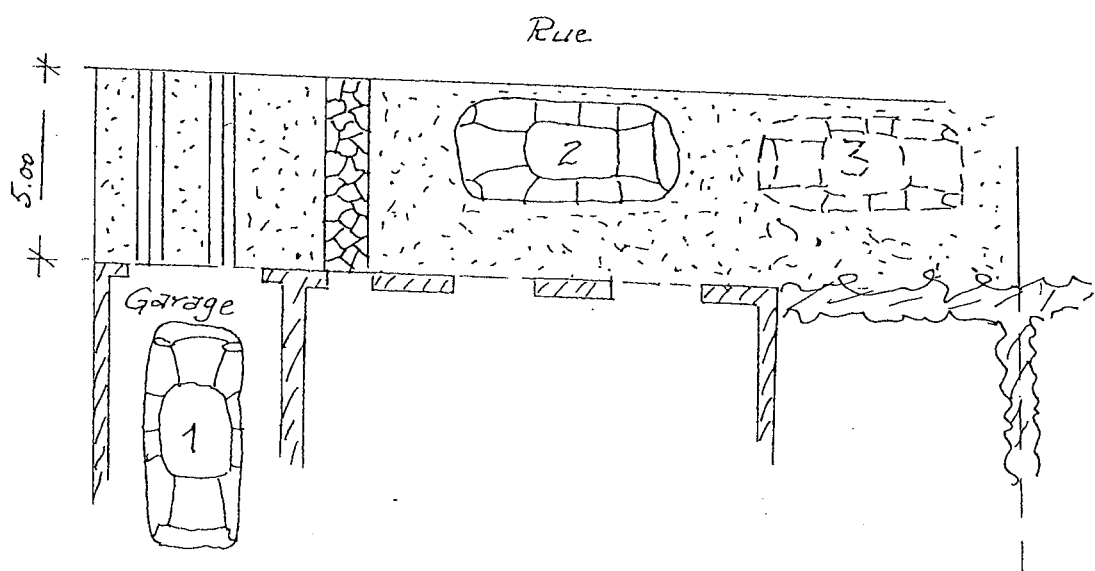
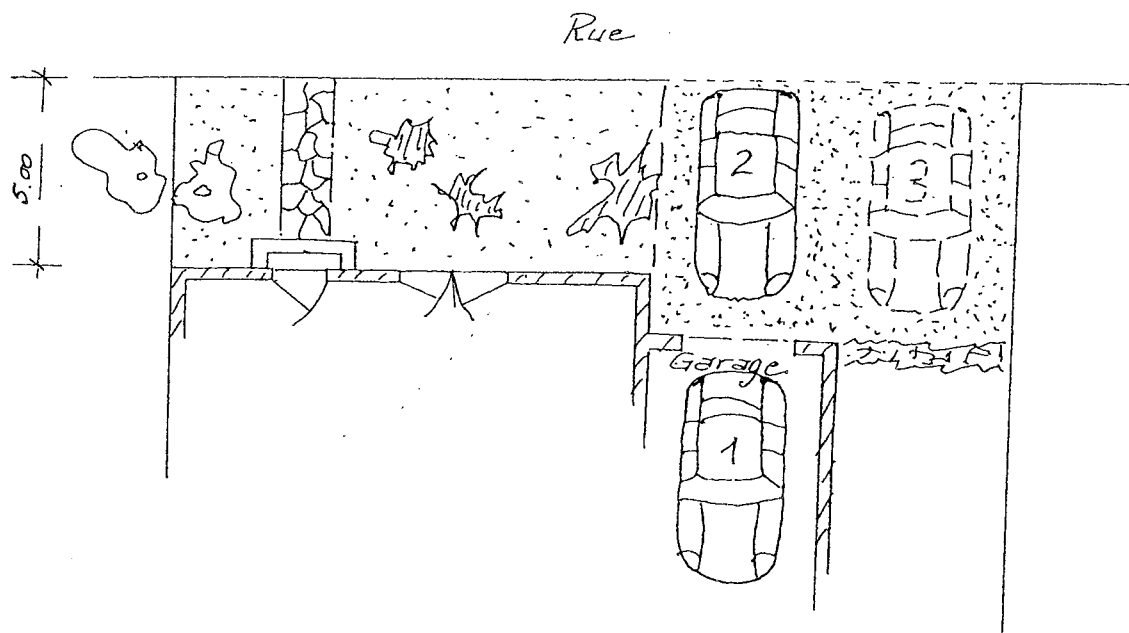


Article L 621-31 du code du patrimoine

Lorsqu'un immeuble est situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé au titre des monuments historiques ou inscrit, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à affecter l'aspect, sans une autorisation préalable...

ANNEXE 2

Schéma montrant les possibilités de stationnement en dehors du domaine public



ESPECES VEGETALES TRADITIONNELLES

ARBRES

Les variétés en italiques, tout en étant d'origine étrangère, s'adaptent par leurs formes et leurs coloris saisonniers aux paysages de notre région.

Alisier torminal	Orme champêtre (2)
Aulnes glutineux, blanc	Orme de montagne (2)
Aulnes rouge, cordé	Orme de Sibérie (2)
Bouleau pubescent	Orme résistant (<i>Ulmus résista</i>) (2)
Bouleau verruqueux	Osier blanc
Cerisier à grappes (<i>Prunus padus</i>)	Peuplier grisard (<i>Populus canescens</i>) (3)
Charme commun	<i>Obinier faux acacia</i>
Châtaignier commun	Saules à oreillettes
Chêne pédonculé	Saules blanc et osier
Chêne rouvre (sessile)	Saule cendré
Erable champêtre	Saule marsault
<i>Erable plane</i>	Sorbier des oiseleurs
<i>Erable sycomore</i>	Tilleul commun
Frêne commun	Tilleul à grandes feuilles
Hêtre commun (1)	Tilleul à petites feuilles
Marronnier	Tremble
Merisier	
Tous les arbres fruitiers	

(1) Aulnes et Hêtre ne rejettent pas toujours après recépages surtout jeunes. Il est donc préférable de les employer soit en haut jet soit en intercalaires non recépés.

(2) L'Orme champêtre, est très sensible à la Graphiose mais existe parfois en sujets résistants. L'Orme de montagne est plus résistant, mais pas complètement, de même que l'Orme de Sibérie *Ulmus pumila*. L'Orme résistant *Ulmus résista* résiste parfaitement. Les Ormes sont particulièrement adaptés au front de mer qu'ils occupaient autrefois.

(3) Les peupliers sont déconseillés : très vigoureux, ils concurrencent trop les autres espèces. Seul *Populus simonii*, moins agressif, légèrement pleureur, est recommandé.

ARBUSTES A FEUILLES CADUCES

Aubépine commune	Nerprun purgatif
Aubépine monogyne (1) (2) (3)	Noisetier commun
Bourdaine	Noisetiers gros fruits
Cornouillers à bois colorés	Prunellier (1) (2)
Cornouiller mâle	Sureau noir
Cornouiller sanguins	Sureau rouge
Cytise	Viorne lantane
Fusain	Viorne mancienne
Fusain d'Europe	Viorne obier

ARBUSTES A FEUILLES PERSISTANTES

En caractères romains: espèces champêtre. *Italiques: espèces plus ornementales*

Ajone d'Europe	Laurier sauce (5)
Buis	Laurier tin (5)
Genévrier	Nerprun alatern (2)
Genet à balais	Nerprun purgatif
Houx (4)	Troène champêtre (2)
<i>If commun (Taxus baccata)</i>	<i>Troène de Californie vert ou panaché, de Chine, du Japon (5)</i>
<i>Laurier noble (5)</i>	Troène commun
Laurier du Portugal (5)	

(1) Epineux, pour haies défensives.

(2) Adaptés aux embruns salés en front de mer.

(3) Sensibles au feu bactérien, mais peu de risques en haies de mélange.

(4) Charme Hêtre et Houx sont utilisables aussi bien en arbres, qu'en taillis, et en buisson.

(5) Espèces plutôt méridionales, mais pouvant être utilisées dans des régions plus nordiques, surtout la façade atlantique. Nerprun, Filaria, Laurier du Portugal résistent à -20°.

ARBUSTES FLORIFÈRES

Altea	Groseiller à fleurs	Essences pour haies à tailler
Aubépine rouge	Hortensias	Aubépines
Boule de neige	Lilas	Buis
Buddleya	Magnolia	Charmille
Ceanothe	Rhododendron	Noisetier
Cognassier du Japon	Rosier	Troène
Corrette du Japon	Seringat	Essences pour haies à développement libre
Cytise	Spirée	Tous les arbustes et arbustes florifères.
Deutzia	Symphorine	Un arbres de haut jet peu être planté de place en place.
Forsythia	Weigelia	
CERTAINES VARIETES ONT DES EXIGENCES EN SOL.		